ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 19 janvier 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux perturbations radioélectriques provoquées par les appareils industriels, scientifiques et médicaux produisant de l'énergie électromagnétique à haute fréquence", a donné le 25 janvier 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e januari 1966 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de radioëlektrische storingen verwekt door de industriële, wetenschappelijke en medische toestellen die hoogfrequente elektromagnetische energie voortbrengen", heeft de 25e januari 1966 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa ler, il convient d'omettre la référence à l'article 6 de la loi du 14 mai 1930, cet article n'étant pas le fondement légal du projet.

La proposition du comité consultatif en matière de perturbations parasitaires n'est pas une formalité requise pour la régularité de l'arrêté en projet; en conséquence, l'alinéa 3 peut être omis.

+

Article ler.

L'alinéa ler définit le champ d'application de l'arrêté en projet, tandis que les alinéas 2, 3 et 4 définissent les notions plus particulières d'appareil industriel, d'appareil scientifique et d'appareil médical.

Afin de marquer plus nettement cette distinction, il est proposé de rédiger l'article ler comme suit :

"Article ler.-

§ ler. Sont soumis au présent arrêté, les appareils industriels, scientifiques et médicaux, en abrégé "appareils I.S.M.", qui produisent de l'énergie électromagnétique à haute fréquence en vue de son utilisation sur place, sans qu'un rayonnement extérieur à l'équipement soit nécessaire.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend :

.../...

1° par appareil industriel, tout équipement visé au § 1er, destiné au traitement ou au contrôle de matières organiques ou inorganiques, que l'énergie développée dans la matière soit obtenue par chauffage, par pertes diélectriques ou par induction;

2° par appareil scientifique, tout équipement visé au § 1er, destiné à l'essai des matières, au fonctionnement de microscopes électroniques ou à tous autres travaux de recherches;

3° par appareil médical, tout équipement visé au § 1er, destiné à des fins chirurgicales, médicales ou cosmétiques, qu'il s'agisse de médecine humaine ou vétérinaire ou d'activités paramédicales".

Article 2.

Cette disposition constituant une dérogation aux règles énoncées dans l'article 3, il serait logique de placer l'article 2 à la fin de l'arrêté.

Une rédaction nouvelle est proposée plus loin pour cet article.

Article 3.

A l'alinéa 1er, il vaudrait mieux omettre les mots "un an après la publication du présent arrêté au Moniteur belge" et fixer, dans un article distinct, placé à la fin du dispositif, la date d'entrée en vigueur de cette disposition.

Les alinéas 2 et 3 devraient faire l'objet d'un article distinct.

Article 4.

Cet article détermine les différents contrôles que la Régie est autorisée à faire. Logiquement l'article 6, 1°, qui habilite la Régie à faire ces contrôles, devrait figurer avant l'article qui prévoit les différentes sortes de contrôle.

Article 6.

Suivant l'article 6, 1°, la Régie des télégraphes et des téléphones est habilitée à contrôler le niveau perturbateur de tout appareil I.S.M. destiné à la vente et, sur plainte adressée au Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions, de tout appareil I.S.M. en service.

Cette disposition doit être rapprochée de l'article 4 du projet, qui prévoit les différents contrôles que la Régie peut faire. Parmi ces contrôles figurent des "mesures sur le lieu de l'utilisation". Les mesures sur "le lieu de l'utilisation" comportent donc la possibilité d'effectuer un contrôle sur des appareils I.S.M. installés dans des domiciles privés.

Il n'appartient pas à un arrêté royal d'autoriser la Régie à effectuer à cet effet des visites domiciliaires. D'autre part, l'article 9 de la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, ne concerne pas les appareils I.S.M. définis par l'arrêté royal en projet.

Pour le contrôle qui nécessiterait une visite domiciliaire, seules les règles du droit commun seraient donc applicables.

A cet article, les termes utilisés au 1° impliquent que toute plainte adressée au Ministre habilitera la Régie des télégraphes et des téléphones à contrôler le niveau perturbateur des appareils en service. Si l'intention du Gouvernement est de limiter la possibilité d'un tel contrôle à l'éventualité d'une plainte formée à l'initiative d'une personne personnellement lésée, cette précision devrait être apportée au texte.

Article 7.

Les mots "Le Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions" doivent être remplacés, dans la formule exécutoire, par les mots "Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones".

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour le dispositif :

.../...

Article 1er.-

... (Article 1er du projet, dans la rédaction proposée ci-dessus) ...

Article 2.-

Aucun appareil I.S.M. ne peut être mis en vente si le niveau des perturbations radioélectriques qu'il est susceptible de provoquer excède les valeurs fixées à l'article 6.

Article 3.-

... (Article 3 du projet, alinéas 2 et 3) ...

Article 4.-

La Régie des télégraphes et des téléphones est habilitée à contrôler le niveau perturbateur de tout appareil I.S.M. destiné à la vente et, sur plainte adressée au Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions, de tout appareil I.S.M. en service.

Article 5.-

... (Article 4 du projet) ...

Article 6.-

... (Article 5 du projet) ...

Article 7.-

A la demande du Ministre de la Santé publique ou du Ministre de l'Agriculture, selon le cas, le Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions peut, après avoir pris l'avis du comité consultatif en matière de perturbations parasitaires affectant les relations radioélectriques, soustraire à l'application des articles 2 et 3 certains types d'appareils I.S.M. destinés à des fins chirurgicales ou médicales.

Le Ministre détermine les catégories de personnes autorisées à utiliser ces appareils et fixe, éventuellement, selon les cas, les conditions de leur utilisation.

Article 8.-

La Régie des télégraphes et des téléphones peut agréer, le cas échéant, les marques collectives ...(comme à l'article 6, 2°, du projet) ...

Article 9.-

L'article 2 entre en vigueur le premier jour du treizième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au Moniteur belge.

Article 10.-

Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté .

AANHEF.

In het eerste lid dient de verwijzing naar artikel 6 van de wet van 14 mei 1930 te vervallen; dat artikel levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Het voorstel van het comité van advies inzake door parasieten verwekte storingen is geen formaliteit die onmisbaar is voor de regelmatigheid van het ontwerp-besluit; het derde lid kan dus vervallen.

+

Artikel 1.

Het eerste lid omschrijft de werkingssfeer van het ontwerp-besluit, terwijl het tweede, het derde en het vierde lid definities geven van de meer bijzondere begrippen industrieel toestel, wetenschappelijk toestel en medisch toestel.

Ten einde dit onderscheid duidelijker te doen uitkomen, wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

§ 1. Aan dit besluit zijn onderworpen de industriële wetenschappelijke en medische toestellen, in 't kort "I.S.M.-toestellen", die hoogfrequente elektromagnetische energie voortbrengen om ter plaatse te worden gebruikt zonder noodzaak van straling buiten de uitrusting.

.../...

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° industrieel toestel, elke in § 1 bedoelde uitrusting die dient voor de behandeling van of de controle op organische of anorganische stoffen, onverschillig of de in de stof ontwikkelde energie door verwarming, door diëlektrisch verlies dan wel door inductie wordt verkregen;

2° wetenschappelijk toestel, elke in § 1 bedoelde uitrusting die dient voor het beproeven van stoffen, voor de werking van elektronische microscopen of voor enig ander speurwerk;

3° medisch toestel, elke in § 1 bedoelde uitrusting die dient voor chirurgische, medische of kosmetische doeleinden, onverschillig of het gaat om mensen- of dierengeneeskunde dan wel om paramedische werkzaamheden".

Artikel 2.

Deze bepaling is een afwijking van de regelen van artikel 3; het ligt dan ook in de rede dat zij achteraan in het besluit zou staan. Verder in het advies wordt een nieuwe lezing voorgesteld.

Artikel 3.

In het eerste lid kunnen de woorden "één jaar na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsbl

.../...

beter achterwege blijven. In een afzonderlijk artikel achteraan moet dan worden bepaald op welke dag die bepaling in werking treedt.

Het tweede en het derde lid zouden een afzonderlijk artikel moeten vormen.

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt de diverse controles welke de Regie mag verrichten. Artikel 6, 1°, dat de Regie tot die controleverrichtingen machtigt, zou moeten komen vóór het artikel dat de diverse vormen van controle aangeeft.

Artikel 6.

Volgens artikel 6, 1°, is de Regie van Telegrafie en Telefonie bevoegd tot het controleren van het stoorniveau van elk voor verkoop bestemd I.S.M.-toestel en, op klacht gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren, van enig in gebruik genomen I.S.M.-toestel.

Deze bepaling moet in verband worden gebracht met artikel 4 van het ontwerp, waarin wordt gezegd welke controles de Regie mag verrichten. Daaronder komen ook voor "metingen op de plaats van het gebruik". De metingen "op de plaats van het gebruik" sluiten dus de mogelijkheid in, controle te verrichten op I.S.M.-toestellen die in particuliere woningen zijn geïnstalleerd.

.../...

Een koninklijk besluit kan de Regie niet machtigen, hiertoe huiszoekingen te verrichten. Anderzijds heeft artikel 9 van de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen geen betrekking op I.S.M.-toestellen als omschreven in het ontwerp-koninklijk besluit.

Voor controleverrichtingen met huiszoeking zouden dus alleen de regelen van het gemeen recht gelden.

In dit artikel impliceren de onder 1° gebruikte termen, dat iedere aan de Minister gerichte klacht de Regie van Telegrafie en Telefonie ertoe machtigt het stoorniveau van de in gebruik genomen toestellen te controleren. Ligt het in de bedoeling van de Regering de mogelijkheid van zulk een controle te beperken tot het geval, dat klacht wordt ingediend op initiatief van iemand die persoonlijk nadeel ondervindt, dan zou dat met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd.

Artikel 7.

In het uitvoeringsformulier moeten de woorden "De Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren" worden vervangen door de woorden "Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie".

.../...

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte en van enkele vormwijzigingen die geen commentaar behoeven, wordt voorgesteld de artikelen van het ontwerp als volgt te lezen :

Artikel 1.-

...(Artikel 1 van het ontwerp, in de reeds voorgestelde lezing)...

Artikel 2.-

Geen I.S.M.-toestel mag te koop worden gesteld als het niveau van de radioëlektrische storingen welke het kan voortbrengen, de in artikel 6 vastgestelde waarden overschrijdt.

Artikel 3.-

... (Artikel 3 van het ontwerp, tweede en derde lid)...

Artikel 4.-

De Regie van Telegrafie en Telefonie mag het stoorniveau van ieder voor verkoop bestemd I.S.M.-toestel en, op klacht gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren, van ieder in gebruik genomen I.S.M.-toestel controleren.

Artikel 5.-

... (Artikel 4 van het ontwerp) ...

Artikel 6.-

... (Artikel 5 van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 7.-

Op verzoek van de Minister van Sociale Voorzorg of van de Minister van Landbouw, naar gelang van het geval, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren, na raadpleging van het comité van advies inzake door parasieten verwekte storingen in het radioëlektrisch verkeer, sommige types van I.S.M.-toestellen die voor chirurgische of medische doeleinden moeten dienen, aan de toepassing van de artikelen 2 en 3 onttrekken.

De Minister bepaalt de categorieën van personen die bedoelde toestellen mogen gebruiken en stelt eventueel, al naar de gevallen, de voorwaarden voor dat gebruik vast.

Artikel 8.-

De Regie van Telegrafie en Telefonie kan, in voorkomend geval, de in België door bevoegde instellingen ontworpen collectieve merken erkennen, ... (zoals in artikel 6 , 2°, van het ontwerp).

Artikel 9.-

Artikel 2 treedt in werking de eerste dag van de dertiende maand die volgt op de maand waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 10.-

Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit .

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND,

G. DE LEUZE, greffier adjoint,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.